



Lundi 14 octobre 2024

Budget 2025 : à nous de faire payer les riches

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

Un serrage de ceinture à 40 milliards d'euros pour les services publics

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le

budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

Pour nous, c'est le salaire qui doit primer !

Selon les médias, l'argent liquide (free cash-flow) de Stellantis sera négatif fin 2024 autour de - 5 milliards, il n'y aurait donc pas de prime d'intéressement.

Si les liquidités sont négatives, Stellantis a bien fait 5,6 milliards de profit positifs en 6 mois, c'est énorme mais le profit de l'année 2024 sera probablement moins que les 18,6 milliards de 2023. La prime de participation, elle, est calculée en fonction de ces profits, elle sera donc sûrement à la baisse cette année.

Zéro en prime d'intéressement, moins en participation ? Ces primes, quand Stellantis les donne, on les prends on en a tous besoin, mais elles sont aléatoires. Ça ne remplacera jamais une vraie augmentation de salaire : 400 € mensuels pour tous !

Les signataires compulsifs

Les syndicats qui ont signé les accords sur les primes intéressement-participation se plaignent. Mais pourquoi ont-ils signé cet accord pourri ?

Des syndicats béni-oui-oui proposent d'acheter des actions Stellantis pour faire un complément de salaires. Depuis le début de l'année l'action Stellantis a chuté de 40 %, encore une idée bien pourrie : donner son argent au patron pour qu'il t'en rende encore moins.

Problème de très très riches

La direction dit que les temps sont durs : au lieu de faire plus de 10 % de marge, elle dit qu'elle n'en fera qu'entre 5,5 % et 7 % en 2024. Même avec des liquidités en négatif actuellement, le groupe a fait depuis sa création en 2021 plus de 54 milliards de profits, il dégage 1 milliard de profit par mois en moyenne encore aujourd'hui. Nous on reste avec nos livrets A à 3 % et pas grand-chose dessus et des salaires quasi-bloqués.

Cobayes : souriez-vous êtes filmés

À Stellantis Poissy, la direction va tester des voitures autonomes (sans conducteur) sur les routes de l'usine pendant plusieurs mois. Un technicien est censé reprendre le volant en cas de risques pour les piétons. Ces voitures filmeront leur environnement et donc les salariés. En fait, ça permet à la direction de se servir de nous comme cobayes sans déboursier un centime au lieu de le faire ailleurs.

Halloween

Un inconnu frappe à votre porte : Dracula, Frankenstein, une momie ? Non, pire encore : un dirigeant de l'automobile.

En effet des directeurs de l'usine Tesla de Berlin (12 000 salariés) se sont invités chez des salariés en arrêt maladie dans le but de les motiver à reprendre le travail. Ces directeurs se sont plaints car des salariés ont refusé de leur ouvrir, leur ont claqué la porte au nez ou ont appelé la police.

Ces directeurs devraient se poser des questions sur les conditions de travail dans leur usine à la sinistre réputation : le taux d'arrêt maladie varie de 11 % à 17 % car les pressions y sont énormes.

Montrons l'envers du salon de l'Auto !

À l'appel des syndicats, il y a un rassemblement ce **jeudi 17 octobre au salon de l'Auto à 11h30 à Porte de Versailles.**

Depuis des semaines, la liste des sous-traitants menacés s'allonge : après MA France (fermeture et 400 emplois supprimés), Valeo (4 sites menacés : 1 300 emplois), Dumarey à Strasbourg (248 emplois supprimés), Novares (126 emplois en Alsace aussi), Bosch (deux sites menacés), Imperiales Wheelers, Walor, Forvia (ex-Faurecia), Continental, OP Mobility, Marelli, et bien d'autres... Chez Michelin, ce sont trois sites qui attendent d'être fixés sur leur sort. Derrière ce sont les constructeurs qui menacent de fermer des usines dans toute l'Europe, Volkswagen et Stellantis en tête.

De nombreuses délégations, de MA France, Valeo, Dumarey, Renault, Stellantis et de bien d'autres s'y retrouveront. Une occasion rare de prendre des contacts de discuter et peut-être bientôt de se coordonner. Afin de ne pas se laisser diviser, site par site, entreprise par entreprise, et que plus une seule équipe d'aucun site ne se retrouve isolée face aux menaces de fermetures, licenciements et suppressions de postes !

C'est nous qui allons le faire battre en retraite

Tavares multiplie les déclarations choc : « Il y aura des mesures impopulaires », « notre priorité est de préserver le cash ». Au journal *Les Échos*, interrogé sur les menaces de fermetures d'usine en Europe et en France, notamment les sites de Rennes et de Poissy, il répond cash : « *Il ne faut rien exclure* ».

Avant sa retraite en 2026, Tavares veut encore rassurer les actionnaires qui adorent quand les salariés sont sacrifiés sur l'autel du profit. On n'a pas l'intention de se laisser mener l'abattoir !

Milee : 10 000 suppressions d'emplois en France !

Les salariés de Milee (ex-Adrexo), qui distribuent de la publicité non-adressée, ont appris en septembre que l'entreprise était en liquidation judiciaire.

Les 3 actionnaires du groupe se sont octroyé 72 millions d'euros l'année dernière et les travailleurs se retrouvent dehors avec des arriérés de salaire non payés. 1 700 d'entre eux ont plus de 70 ans. Ils ont bossé pour augmenter leurs retraites, ont payé des cotisations, mais n'ont droit à rien au moment du licenciement au prétexte que leurs dossiers retraite sont fermés.

Eh oui, tous les retraités ou licenciés ne s'appellent pas Carlos Tavares.

Contre les licenciements la coordination des luttes est plus que jamais nécessaire.